SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL DU CENTRE DU QUÉBEC

Rapport annuel 1982-83

Québec

Manuscrit:
Société du parc industriel
du Centre du Québec

Publication réalisée
à la Direction générale
des publications gouvernementales
du ministère des Communications

Dépôt légal — 4e trimestre 1983
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN: 2-551-05833-3
ISSN: 0820-0831
© Gouvernement du Québec

Monsieur Richard Guay
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec (Québec)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Société du parc industriel du Centre du Québec, pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 1983.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Le ministre de l'Industrie, du Commerce
et du Tourisme.

Rodrigue Biron
Québec, 18 octobre 1983

Monsieur Rodrigue Biron
Ministre de l'Industrie,
du Commerce et du Tourisme
710, place d'Youville
Québec (Québec)

Monsieur le Ministre,

Conformément aux exigences de l'article 17 de la Loi sur la Société du parc industriel du Centre du Québec (LRQ, c.S-15), j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel des activités de la Société, pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 1983.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le président,

Réal Fortin
Bécancour, le 30 juin 1983

Table des matières

Chapitre I - La Société 9
Membres 9
Mandat 9

Chapitre II - Les faits saillants 11
Avant-propos 11
Activités financières 11
Activités de commercialisation 12
Activités de l'ingénierie 12
Activités portuaires 12

Chapitre III - Perspectives 13

États financiers 15

Annexes
A - Entreprises et organismes du parc 21
B - Caractéristiques du parc 21
C - Revenus - installations portuaires 22
D - État comparatif des revenus 23

Chapitre I
La Société

La Société du parc industriel du Centre du Québec est un organisme gouvernemental créé en 1968 par la Loi sur la Société du parc industriel du Centre du Québec (1968, c. 60, maintenant désigné comme étant le chapitre S-15, L.R.Q.). Depuis cette date, cette loi a été modifiée à quelques reprises, notamment:

1968, c. 9, a. 90; c. 23, a. 8;
1970, c. 17, a. 102; c. 45, a. 2;
1971, c. 63, a. 1, 2, 3, 4, 5, 6;
1977, c. 5, a. 14;
1979, c. 51, a. 261; c. 77, a. 27; c. 112, a. 1;
1982, c. 21, a. 1.

La Société jouit des privilèges et droits d'un mandataire du gouvernement du Québec et le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme est chargé de l'application de sa loi.

Les fonds requis par la Société, au cours du présent exercice, provenaient de deux sources:

- pour les fins de fonctionnement, des crédits votés annuellement par l'Assemblée nationale, à l'intérieur de ceux accordés au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme;
- pour les immobilisations, des avances consenties par le ministre des Finances.

La Société est formée de sept membres nommés pour trois ans par le Gouvernement qui choisit parmi eux le président et le vice-président.

Les membres (au 31 mars 1983)

Réal Fortin, Président
Administrateur agréé
Trois-Rivières

Pierre-André Julien, Vice-président
Directeur du laboratoire en
économie et gestion
Université du Québec
Trois-Rivières

Michel Adam
Directeur général
Caisse d'Entraide économique
Nicolet

Bernard Demers
Préfet MRC-Bécancour et maire
Ste-Cécile-de-Lévrard

Gérard Fradet
Notaire
Drummondville

Gilles Lavoie
Directeur infrastructure industrielle
Ministère de l'Industrie,
du Commerce et du Tourisme
Montréal

Denis Roy
Président
Vican Inc.
Victoriaville

La direction
Roland Leclerc
Directeur général

Siège social
1000, 7e Rue
Bécancour (Québec)
G0X 1B0
Tél.: (819) 294-6656
Télex: 05-837279

Le mandat

Le mandat principal de la Société, tel que décrit à l'article 2 de sa loi, est de favoriser l'essor économique du Centre du Québec en aménageant une partie du territoire de la ville de Bécancour, afin d'y établir un parc industriel et de la pourvoir de toutes les installations qui peuvent être requises pour assurer son développement.

La Société considère également de son devoir de gérer les activités du parc, de promouvoir l'établissement de nouvelles entreprises et de fournir aux indùstries déjà implantées les services nécessaires à leur fonctionnement, tels l'eau industrielle, l'eau potable, les égouts, etc. Son rôle le plus important, à l'heure actuelle, est certainement d'amener l'établissement de nouvelles industries et d'augmenter ainsi l'activité économique en créant de nouveaux emplois et en participant d'une façon directe au développement d'une région.

Les statistiques (annexe A) donnent un aperçu de l'importance monétaire et sociale des implantations déjà réalisés dans le parc industriel du Centre du Québec.

Chapitre II
Les faits saillants

Avant-propos

Les mandats de cinq membres se sont terminés au cours de l'année, soit ceux de MM. Jacques Caron, président, Pierre Leblanc, vice-président, Michel Adam, Gilles Bourassa et Gérard Fradet, membres. En remplacement de MM. Caron, Leblanc et Bourassa, qu'il faut remercier bien sincèrement pour leur précieuse collaboration, le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme a annoncé la nomination de MM. Réal Fortin, à titre de président, Pierre-André Julien, en tant que vice-président, et Bernard Demers, comme membre. Quant à MM. Adam et Fradet, leur mandat a été renouvelé pour un autre terme de trois ans. Monsieur Denis Roy, pour sa part, a fait parvenir sa démission vers la fin de l'exercice et il devrait être remplacé sous peu.

Les membres se sont réunis à neuf reprises au cours de cette année. Divers comités ont été formés en vue d'étudier plus adéquatement certains aspects particuliers à la Société, notamment: la commercialisation, les installations portuaires et la sélection de firmes spécialisées pour réaliser des études, des plans et devis et des travaux d'infrastructure.

Au cours de cet exercice, les politiques administratives et les décisions adoptées par les membres ont été surtout orientées en fonction de trois objectifs précis: l'intégration de la Société dans le milieu économique et social de la région, la mise au point d'une stratégie de promotion et de communication efficace et, enfin, l'accroissement de l'activité économique à l'intérieur du parc.

Le secteur de la commercialisation, quant à lui, a fourni des efforts nombreux et soutenus, afin de mieux faire connaître aux différents publics (industries, institutions d'éducation, agents économiques, population en général) la vocation, les caractéristiques (annexe B) et les particularités du parc. Ces actions ont permis à un plus grand nombre de personnes de réaliser, d'une part, le dynamisme qui anime la société et, d'autre part, de prendre connaissance du rôle social et économique qu'elle a joué dans la région au cours des années dernières, de la place qu'elle occupe présentement et du rôle qu'elle a l'intention de jouer dans l'avenir. Malgré la conjoncture économique difficile, les rapports financiers démontrent que l'activité économique à l'intérieur du parc a poursuivi sa progression.

L'activité portuaire, plus particulièrement, a connu un essor marqué et constant en volume manutentionné, en nombre de bateaux et en revenus (annexe C). C'est surtout l'arrivée de la compagnie Les Mines Seleine Inc. qui a largement contribué à augmenter les revenus portuaires de la Société. Les revenus de la vente d'eau industrielle, pour leur part, ont été quelque peu perturbés cette année par la situation instable de quelques industries et par des modifications techniques majeures d'économie effectuées par la compagnie SKW (baisse du tiers de sa consommation).

Il est bon de mentionner également que les administrateurs de la Société ont réussi à solutionner en particulier deux problèmes importants non résolus depuis longtemps, à savoir: le litige entre le ministère de l'Environnement et la Société, concernant la digue et l'aire de stockage des installations portuaires construites en 1978 et, la renégociation d'une nouvelle entente avec la ville de Bécancour concernant les taxes municipales.

Des pourparlers sérieux sont en cours avec un nombre d'entreprises qui désirent s'implanter dans le parc et le cas de Pechiney est certes le plus intéressant. Il apparaît que sa concrétisation devient de plus en plus possible. Cette compagnie a même versé un montant de 125 576,22 $ en renouvellement de son option en juin 1982.

Les entreprises en place ont continué à fonctionner et certaines qui étaient fermées ont repris leur production. De nouvelles implantations ont même eu lieu.

Activités financières

Le budget total alloué par l'Assemblée nationale pour l'année 1982-1983, et ce, à même les crédits votés au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, s'établissait comme suit:

Fonctionnement	1 960 500 $	
Service de la dette	3 520 000	
Capital	25 000	
		5 505 500 $

Au niveau des immobilisations, une avance de 1 930 000 $ fut consentie par le ministre des Finances.

En plus de permettre à la Société de compléter certains travaux entrepris en 1981-1982, cette avance a servi principalement à aménager une aire de stockage pour les besoins spécifiques de la compagnie Les Mines Seleine Inc. Elle a aussi servi à défrayer le coût de certaines études préparatoires à la venue de l'aluminerie.

Le service de la gestion financière a porté une attention particulière au déroulement et au contrôle des dépenses de la Société.

Quant aux revenus, un graphique (annexe D) démontre l'évolution de la situation au cours des trois dernières années.

Activités de commercialisation

Au niveau de la commercialisation, les actions les plus remarquées ont été:

- l'intégration de la Société à son milieu local et régional;
- la production de nouveaux outils promotionnels, tels un vidéo-cassette de 14 minutes présentant les caractéristiques et les avantages du parc industriel du Centre du Québec et de la région métropolitaine de Trois-Rivières et un dépliant-pochette descriptif;
- la mise en marché du parc industriel auprès de différents intervenants: les agents économiques des gouvernements et ceux de l'entreprise privée;
- une collaboration active avec les industriels déjà établis;
- l'accueil de clients potentiels.

Le plan d'action de l'exercice 1983-1984 visera surtout à:

- rentabiliser les immeubles;
- à publiciser le parc à l'étranger auprès d'industriels des secteurs chimiques et métallurgiques;
- à établir des contacts avec les firmes internationales de consultants et les responsables internationaux des banques à charte.

Activités de l'ingénierie

En plus de la préparation des plans et devis et de la supervision des travaux d'entretien réguliers, le secteur de l'ingénierie a travaillé de façon directe à:

- l'aménagement d'une aire de stockage de 250 000 pieds carrés pour les besoins de la compagnie Les Mines Seleine Inc. Ces travaux ont nécessité l'obtention d'un certificat d'autorisation du ministère de l'Environnement, des plans et devis préparés par une firme d'ingénieurs-conseils et l'octroi d'un contrat. Les travaux ont été exécutés;
- la production, avec l'aide d'une firme d'experts-conseils, d'une étude d'impact sur l'environnement et d'une brochure explicative à l'intention du public: «Ouvrir un port à l'industrie»;
- l'obtention d'un certificat d'autorisation du ministère de l'Environnement, en vue de l'agrandissement projeté du port pour les besoins de l'aluminerie;
- la préparation des plans et devis préliminaires et définitifs, avec l'aide d'une firme d'ingénieurs-conseils, de l'aménagement portuaire phase IV.

À la demande de la compagnie Pechiney, le directeur de l'ingénierie et le directeur du port de la Société ont dû se rendre en Europe, afin de finaliser les détails techniques du plan masse de l'aluminerie et pour visiter des usines et des installations portuaires de cette compagnie en France et en Hollande.

Activités portuaires

Comme nous l'avons déjà mentionné, c'est dans le secteur des installations portuaires que les activités économiques (revenus) ont connu l'essor le plus marqué. Il faut également noter que l'achalandage tant en volume manutentionné qu'en nombre de bateaux a sensiblement augmenté, tel qu'en fait foi le tableau ci-dessous.

	1982-1983	1981-1982
Nombre de bateaux	42	33
Tonnage	210 027 t.m.	130 146 t.m.
Revenus	300 224 $	156 333 $

La raison de cette hausse est surtout attribuable au stockage de sel de déglaçage servant à approvisionner les utilisateurs régionaux. Ce sel provient des Îles-de-la-Madeleine où la compagnie Les Mines Seleine Inc. exploite des gisements.

Le bois d'oeuvre, les tuyaux et le coke bitumineux sont aussi d'importants matériaux en manutention.

Un comité portuaire, mis sur pied par les membres, a étudié un problème majeur au niveau du port, soit celui du débardage. À la suite d'une recommandation juridique, il a été décidé de demander, par voie d'avis public, des soumissions en vue de choisir une agence de débardage. Le choix d'un comité de sélection s'est porté sur la compagnie Terminal Maritime Pointe-au-Pic, choix qui a été ratifié par les membres de la Société.

Chapitre III
Perspectives

L'année 1983-1984 s'annonce des plus prometteuses pour la Société. Des négociations importantes en sont rendues à un stade décisionnel très avancé et pourraient représenter des investissements de plus de deux milliards de dollars au cours des prochaines années.

La construction projetée d'un nouveau quai additionnel, afin d'accommoder les investisseurs éventuels ajoutée à une commercialisation agressive des immeubles devraient générer une activité économique exceptionnelle, tant dans le parc que dans la région environnante.

Plusieurs petites et moyennes entreprises offrant des services pouvant être utilisés par les plus grandes industries sont intéressées à s'implanter dans le parc.

Les usines déjà en place commenceront à ressentir les bienfaits de la reprise économique qui s'amorce et devraient, de ce fait, augmenter leurs activités.

Les dirigeants de la Société croient sincèrement que l'année 1983-1984 et les années à venir pourront démontrer à tous que ceux qui voyaient dans le parc industriel du Centre du Québec un pôle de développement industriel exceptionnel et à ceux qui ont fait confiance à cette vision, qu'ils avaient vu juste.

Société du parc industriel du Centre du Québec

États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1983

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan de la Société du parc industriel du Centre du Québec au 31 mars 1983 ainsi que l'état des revenus et dépenses du fonds de fonctionnement et l'état du solde déficitaire du fonds d'immobilisations de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1983 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, c.a.
Québec, le 7 juin 1983

Société du parc industriel du Centre du Québec
(L.R.Q., c. S-15) au 31 mars 1983

Actif

	1983	1982 (note 9)
	$	$
Fonds de fonctionnement		
Encaisse et dépôts à terme	1 048 453	490 905
Débiteurs	323 445	206 024
Avances au fonds d'immobilisations	-	273 771
	1 371 898	970 700
Fonds d'immobilisations		
Avances au fonds de fonctionnement	291 648	-
Lots à vendre	4 670 568	4 645 434
Immobilisations (note 3)	33 457 872	32 031 451
	38 420 088	36 676 885

Pour la Société
Réal Fortin
Gérard Fradet

Passif

	1983	1982 (note 9)
	$	$
Fonds de fonctionnement		
Comptes fournisseurs et frais courus	336 460	302 529
Dû au fonds d'immobilisations	291 648	-
Dû au gouvernement du Québec	743 790	668 171
	1 371 898	970 700
Fonds d'immobilisations		
Estimations progressives et retenues sur contrat	300 635	147 874
Dépôts sur vente de lots	448 480	322 904
Dû au fonds de fonctionnement	-	273 771
Avances du gouvernement du Québec (note 4)	39 985 600	38 055 600
	40 734 715	38 800 149
Solde déficitaire du fonds	2 314 627	2 123 264
	38 420 088	36 676 885

Engagement et éventualité (note 8)

Société du parc industriel du Centre du Québec
Solde déficitaire du fonds d'immobilisations de l'exercice terminé le 31 mars 1983

	1983 $	1982 $
Solde déficitaire au début	2 123 264	1 827 556
Virement de l'excédent des dépenses sur les revenus de l'exercice du fonds de fonctionnement	203 793	300 874
Acquisitions de matériel et équipement	(12 430)	(10 531)
Perte sur disposition d'immobilisations		5 365
Solde déficitaire à la fin	2 314 627	2 123 264

Société du parc industriel du Centre du Québec
Revenus et dépenses du fonds de fonctionnement de l'exercice terminé le 31 mars 1983

	1983 $	1982 (note 9) $
Revenus (note 5)	762 614	688 592
Dépenses		
Traitements, salaires et allocations	547 016	538 045
Taxes foncières	463 101	343 811
Participation de la Société aux réseaux d'aqueduc et d'égout de la Ville de Bécancour	497 605	589 918
Matériel et équipement	12 430	10 531
Intérêts sur avances	3 641 736	3 411 352
Autres	772 715	604 570
	5 934 603	5 498 227
À déduire:		
Dépenses assumées par le gouvernement du Québec (note 6)	4 968 196	4 508 761
Dépenses assumées par la Société (note 7)	966 407	989 466
Excédent des dépenses sur les revenus viré au solde déficitaire du fonds d'immobilisations	203 793	300 874

Société du parc industriel du Centre du Québec
Notes complémentaires 31 mars 1983

1. Constitution et objet

La Société, constituée par la Loi sur la Société du parc industriel du Centre du Québec, a pour principal objet de favoriser l'essor économique du centre du Québec en aménageant un parc industriel dans une partie du territoire de la Ville de Bécancour et de le pourvoir de toutes les installations qui peuvent être requises pour assurer son développement.

En vertu de sa loi constitutive, les sommes provenant des opérations de la Société doivent être affectées au paiement des taxes et au remboursement des emprunts et autres obligations de la Société ainsi que des avances faites par le gouvernement du Québec, et le solde est versé au Fonds consolidé du revenu.

2. Conventions comptables

Les états financiers de la Société ont été préparés par la direction en conformité avec les pratiques et les usages particuliers de la comptabilité par fonds selon la méthode de la comptabilité d'exercice et dans le cadre des conventions comptables qui se résument comme suit:

Lots à vendre

Les lots à vendre sont présentés au coût. Les taxes municipales et scolaires ainsi que les intérêts applicables à ces lots sont imputés aux dépenses du fonds de fonctionnement.

La vente d'un lot est comptabilisée à la date d'exécution de l'acte notarié s'y rapportant.

Immobilisations

Les immobilisations sont présentées à leur coût d'origine et ne sont pas amorties.

Dépenses non présentées à l'état des revenus et dépenses

L'état des revenus et dépenses ne rapporte pas le coût des avantages sociaux accordés aux employés de la Société et celui des services de soutien tels que service téléphonique et autres frais assumés par divers ministères gouvernementaux.

3. Immobilisations

	31 mars 1982 $	Additions de l'exercice $	31 mars 1983 $
Terrains	37 710	2 421	40 131
Bâtisses	4 208 831	1 500	4 210 331
Aqueduc et égout	4 774 666	-	4 774 666
Routes et rues	4 987 325	5 970	4 993 295
Aires d'entreposage et stationnement	239 693	-	239 693
Installation portuaire	13 765 965	1 356 850	15 122 815
Usine et réseau d'eau industrielle	3 165 322	47 250	3 212 572
Réseau ferroviaire	278 420		278 420
Mobilier de bureau	56 668	5 461	62 129
Équipement et outillage	128 870	6 969	135 839
Machinerie industrielle	233 193		233 193
Matériel roulant	154 788		154 788
	32 031 451	1 426 421	33 457 872

4. Avances du gouvernement du Québec

Les avances du gouvernement du Québec portent intérêts à des taux variant de 8,3% à 17,1%.

	1983 $	1982 $
Solde au début	38 055 600	37 455 600
Avances au cours de l'exercice	1 930 000	600 000
Solde à la fin	39 985 600	38 055 600

5. Revenus

	1983 $	1982 $
Loyers - édifices	62 336	142 909
Loyers - terrains	10 078	14 419
Droits - port	300 224	156 333
Eau industrielle	198 947	191 357
Eau potable	51 351	56 351
Intérêts sur encaisse et dépôts à terme	114 989	97 040
Divers	24 689	30 183
	762 614	688 592

6. Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

	1983 $	1982 (note 9) $	Cumulatif (Décembre 1968) au 31 mars 1983) $
Traitements, salaires et allocations	547 016	538 045	4 007 866
Intérêts sur avances	3 641 736	3 411 352	27 530 519
Autres dépenses	767 014	548 833	3 912 612
	4 955 766	4 498 230	35 450 997
Matériel et équipement	12 430	10 531	123 933
	4 968 196	4 508 761	35 574 930

7. Dépenses assumées par la Société

	1983 $	1982 $
Participation de la Société aux réseaux d'aqueduc et d'égout de la Ville de Bécancour	497 605	589 918
Taxes foncières	463 101	343 811
Mauvaises créances	1 119	55 667
Autres	4 582	70
	966 407	989 466

8. Engagement et éventualité

- En vertu d'une entente avec la Ville de Bécancour ratifiée par le Gouvernement le 11 avril 1973, la Société est autorisée à participer jusqu'en l'an 2011 au financement des réseaux d'aqueduc et d'égout desservant une partie de la Ville de Bécancour et le parc industriel.

La Société s'est engagée à payer annuellement le service de la dette relatif à deux règlements d'emprunts de la Ville de Bécancour, réduit des subventions versées par le ministère des Affaires municipales relativement à ces règlements et de certains autres revenus.

Le solde des emprunts sur obligations est de 3 248 835 $ au 31 mars 1983 sur des émissions originales de 3 600 000 $.

- Des actions en justice totalisant environ 2 033 000 $ ont été intentées contre la Société. Selon l'opinion de la Société et celle de ses conseillers juridiques, aucun passif important ne peut résulter de ces actions; en conséquence, aucune provision n'est comptabilisée.

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 1982 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1983.

Annexe A

Entreprises et organismes du parc industriel du Centre du Québec

Nom (propriétaires)	Investissement	Emploi
Manufacture de Hockey D.C. Ltée	100 000 $	10 personnes
Entreprises de Pipe-Line Universel	1 000 000	17 personnes
C-I-L Inc.	152 000 000	217 personnes
Béton Dynamique Ltée	1 000 000	24 personnes
Les Tuiles Dynamark Inc.	15 000 000	50 personnes
SKW Canada Inc.	53 000 000	250 personnes
Didier Corporation de Produits Réfractaires	25 000 000	210 personnes
Canadoil Forge Ltée	31 000 000	en réorganisation
Société du parc industriel du Centre du Québec	40 000 000	19 personnes
Nom (locataires)		
Centre Travail Québec		16 personnes
Forexport Inc.		10 personnes
Les Mines Seleine Inc.		14 personnes

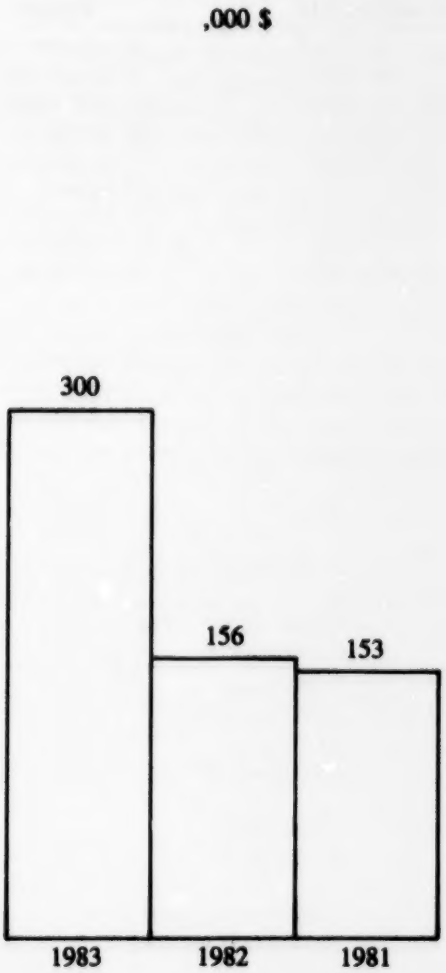
Annexe B

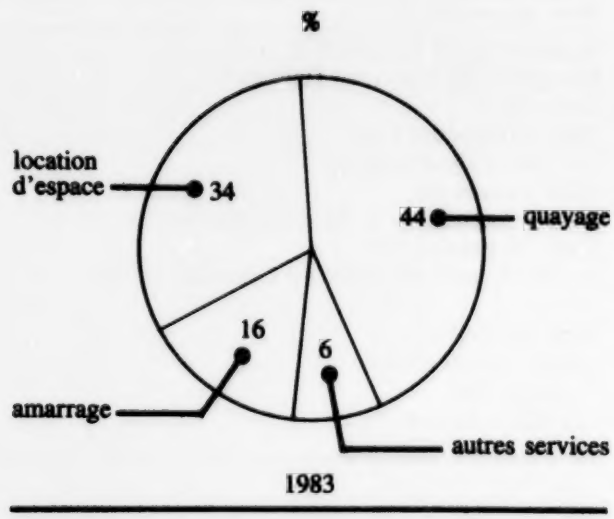
Caractéristiques du parc industriel du Centre du Québec

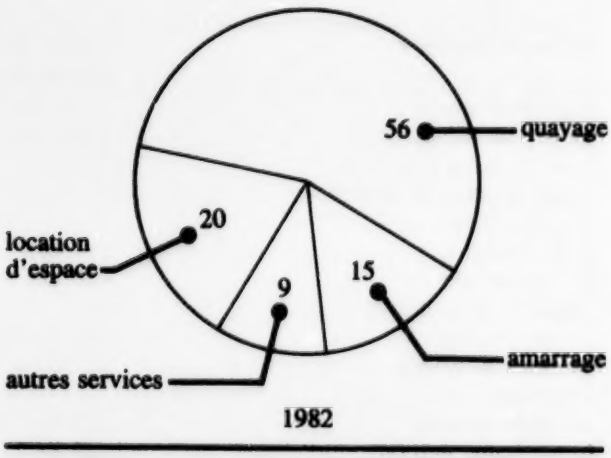
Caractéristiques	Unités de mesures internationales	Unités de mesures impériales
Superficie totale	3 100 ha	7 660 acres
Superficie disponible	2 310 ha	5 700 acres
Coût du terrain	2,15$/m^2	$0.20/pi^2
Capacité portante maximum	957 kpa	10 tonnes/pi^2
Pression d'eau:		
a) eau potable	517 kpa	75 lbs/po^2
b) industrielle	620 kpa	90 lbs/po^2
Capacité de pompage:		
a) eau potable	7 575 m^3/jour	1 666 000 gal/jour
b) eau industrielle	90 920 m^3/jour	20 000 000 gal/jour
Électricité:		
a) haute tension	120 kv	120 kv
b) moyenne tension	25 kv	25 kv
c) basse tension	600 v	600 v

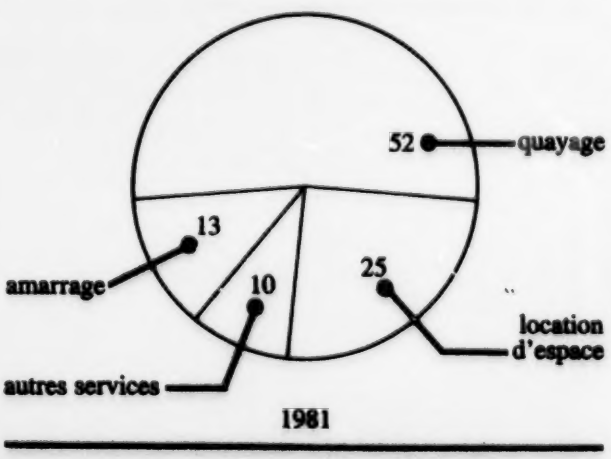
Annexe C

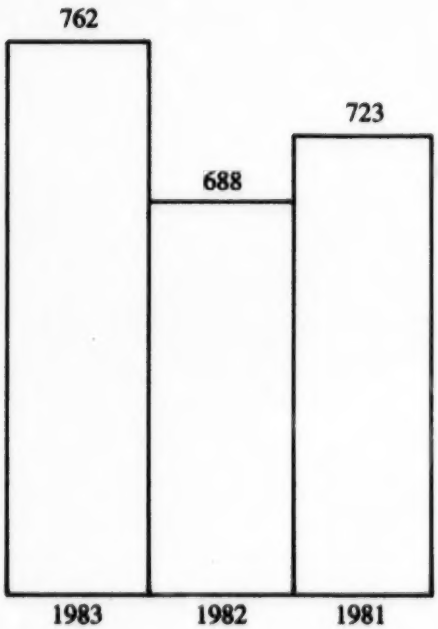
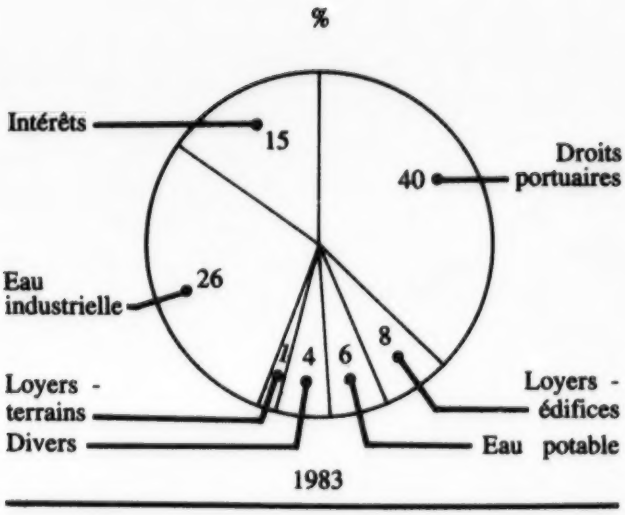
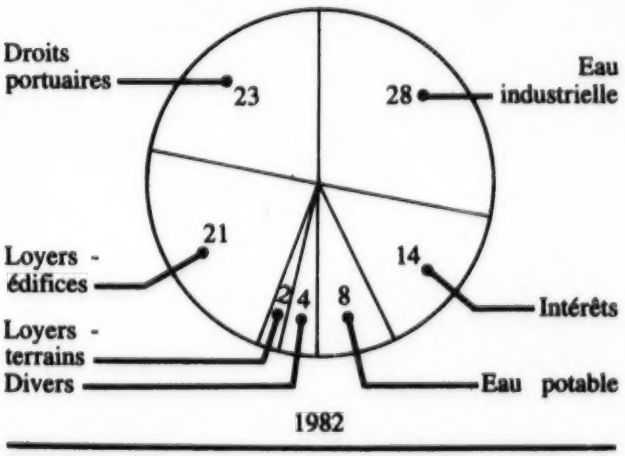
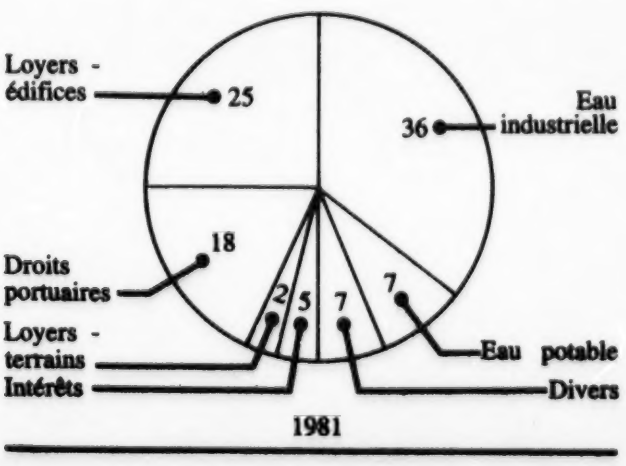
Revenus - Installations portuaires









Annexe D

État comparatif des revenus